

Bruno RETAILLEAU face aux patrons - 12e Sommet de l'Économie de Challenges

57 min · Les Républicains

Pierre-Henri de Manteau : Voilà, bonjour, je suis Pierre -Henri de Manteau, je suis le directeur de la rédaction de Challenges. Je vous présente en deux petits mots nos trois, notre patronne et nos deux patrons. Donc, Jeanne dirige le groupe Lemoine en Normandie, qui est une grosse ETI industrielle. Adam est le patron de Grand Thornton, donc un groupe international d 'audit et de conseils dont il dirige des activités françaises. Et Alexandre a créé sa boîte il y a une quinzaine d 'années qui s 'appelle Mr .Tump, qui est une plateforme de travail temporaire et d 'intérim. Les deux, je ne sais pas si c 'est tout à fait la même chose. Donc, c 'est eux qui vont attaquer ce sommet avec, vous connaissez la formule, vous l 'avez vu dans le programme, donc un dialogue avec un politique de Orange, je vais avoir le plaisir de l 'accueillir, Bruno Retailleau. Donc président de LR, ministre, ex -ministre et depuis quelques jours qui est revenu au Sénat. Alors, bienvenue d 'abord. Merci Bruno Retailleau d 'être parmi nous. Vous êtes revenu au Sénat, je disais, il y a quelques jours, sans du timing parfait puisque vous êtes au c-ur de l 'actualité avec le débat budgétaire. J 'avais une petite question avant de laisser la parole à nos patrons, une petite question, puisque c 'est quand même mon métier d 'actualité. On sait ce débat budgétaire est revenu au Sénat. Vous avez qualifié ce débat de tambouille. Ma question, c 'est savoir quel est votre scénario, qu 'est -ce qui va rester de cette tambouille dans quelques semaines. On a prévu une de challenge début janvier sur le budget, on sait pas très bien ce qu 'on va mettre dedans.

Merci, en tout cas, je voudrais vous salver. Bravo pour votre initiative. J 'imagine qu 'il y a beaucoup de chefs d 'entreprise, pas seulement sur la scène, mais aussi dans la table, sur la salle. Et ce que je voudrais simplement dire à toutes ces salles qui créent, qui créent de la valeur, qui créent de la richesse, qui embauchent, qui entreprennent. C 'est que les dernières semaines ont dû être particulièrement éprouvantes pour vous tous. J 'ai assisté en tout cas de loin sur mon écran un certain nombre de débats à l 'Assemblée. Et on voyait bien que la folie fiscale n 'avait pas tellement pour objet finalement de remplir les caisses de l 'État, mais plutôt de faire la chasse, d 'organiser une véritable chasse à court à ceux qui réussissent, à ceux qui entreprennent, à ceux qui embauchent. Je voudrais simplement vous dire que c 'est une opinion minoritaire et que, en tout cas, je pense que beaucoup, beaucoup de Français, quand on voit d 'ailleurs, quand on voit les sondages et la question sur l 'entreprise, sur ce que représente l 'entreprise pour les Français, jamais ces valeurs -là n 'ont autant été portées par nos compatriotes. Donc il ne faut pas se désespérer. Il y a un mauvais moment à passer. Je le veux bien et je réponds directement à votre question. Il n 'en restera rien du budget. Il n 'en restera rien. Alors

Pierre-Henri de Manteau : le Sénat va faire son travail. Une année blanche. Le

Sénat, le Sénat va faire son travail, c 'est -à -dire qu 'il y aura moins dépôt. On va supprimer la surtaxe, on va supprimer la taxe sur les pourboires, on va supprimer l 'augmentation notamment de la CSG sur les revenus du patrimoine, etc. On va conforter le dutreil, on va conforter la tax holding, on va la resserrer au minimum sur les questions de biens somptuaires et on va faire beaucoup, beaucoup, beaucoup plus d 'économie que ce que le gouvernement, dans sa copie initiale puisque comme c 'était rejeté à l 'Assemblée, vous savez que dans le droit parlementaire, le document qui arrive au Sénat, c 'est pas celui qui n 'a pas été voté évidemment pour l 'Assemblée nationale sur la première partie, la partie fiscale, mais c 'est la copie de l 'État. Et cette copie de l 'État en réalité, déjà

elle avait un vice de fonds. C'est -à -dire qu'elle accordait beaucoup d'importance aux augmentations d'impôts, alors que le problème pour la France, c'est d'avoir trop d'impôts et notre problème, c'est d'avoir trop de dépenses publiques. Si j'avais moi à construire un vrai budget, je le ferais sur trois critères. Pas la tambouille, mais une vraie vision parce qu'un budget ce ne sont pas des chiffres, ce sont d'abord des choix. Ensuite, je sortirais du modèle socialitiste qui est en train depuis 40 ans de miner les Français, d'appauvrir la France au prix d'une dette extraordinaire et d'appauvrir tous les Français. Le modèle socialitatif, Reagan l'avait un peu défini un jour, c'est vous taxez tout ce qui bouge, ce qui bouge encore un peu vous le réglementez et ce qui bouge plus du tout, vous le subventionnez. C'est de cela dont il faut parler et dont il faut sortir. Et enfin, j'essaierai de faire un budget tourné vers l'avenir et notamment vers la jeunesse parce que je m'y suis opposé il y a 48 heures sur la suspension des réformes des retraites, qui est une capitulation et qui est surtout une très mauvaise chose pour les futures générations. Balzac avait une très belle phrase, Balzac avait dit un jour aucune génération, aucune n'a le droit d'en amour une autre. Et bien avec la suspension des réformes de la retraite et je l'ai vu d'ailleurs, le rassemblement national au Sénat peut représenter mais par ses représentants néanmoins s'est associé avec les socialistes évidemment pour qu'on puisse repousser les choses. Voilà ce que je voulais vous dire et quand on nous parle de chaos, je termine là dessus, le gouvernement m'a accusé en disant mais monsieur Rotailleau vous ne voulez pas plutôt la stabilité et j'ai répondu ceci, la pire des instabilités désormais, puisque je n'entendais plus parler moi de la réforme des retraites, nos concitoyens l'avaient intégré, la pire des instabilités c'est de dire à la rue que désormais quand une réforme un peu courageuse, un peu audacieuse sera votée, alors ce sera un premier round mais qu'il y aura un autre round et que la rue pourra toujours parvenir à bout de ces réformes courageuses. Quand on sait qu'en 2027 il faudra en assumer beaucoup, c'est là la vraie instabilité, faire penser que des réformes, petites réformes, mais réformes néanmoins nécessaires, c'est ça je pense qu'il caractérise le chaos et l'instabilité structurelle, systémique.

Pierre-Henri de Manteau : Merci, je vous remercie beaucoup, on va revenir sur différents thèmes que vous avez évoqué avec un côté on va dire plus peut-être terrain, avec, on va commencer par une patronne, patronne du groupe Le Moine, vous êtes Jeanne à la tête d'une petite multinationale, vous êtes dans beaucoup de pays, donc vous avez une place de choix pour voir un petit peu le match de la compétitivité entre la France et d'autres pays, je voulais savoir un petit peu peut-être sur ce thème comment ce que vous vouliez interpeller le président Rotailleau.

Le président Rotailleau tout à l'heure parlait justement de ces entreprises qui créent la valeur, qui créent l'emploi, mais pour cela il faut qu'on soit compétitif, parce que si nous ne le sommes pas nous ne pouvons pas nous développer, nous ne pouvons pas innover et en conséquence pas de croissance, pas de développement, et notre économie française peut en souffrir terriblement. Donc monsieur le ministre le coût du travail est franchement un handicap pour nos entreprises et notamment de travail qualifié, c'est à dire les ingénieurs, notamment en France le coût de trois ingénieurs équivaut au coût de cinq ingénieurs en Allemagne, donc les prélèvements sur le coût du travail sont de 11 points quand on atteint des salaires qui sont des salaires qualifiés, donc c'est vraiment un handicap certain ce coût du travail plus évidemment les taxes de production qui impactent notre compétitivité, et là je vous parle versus des benchmarks qui sont faits avec des pays comme l'Allemagne, comme l'Italie, comme les Pays-Bas, comme l'Espagne, qui sont beaucoup plus compétitifs que nous notamment en terme de prélèvements sur les salaires.

Pierre-Henri de Manteau : Alors dans les 100 premiers jours de la présidence retailot en 2027, qu'est-ce que vous faites sur ce thème là du coût du travail et de la compétitivité

? Si on veut retrouver une prospérité, il faut impérativement qu'on dégage deux voies. La prospérité,

ce qu'on appelle la croissance potentielle, la croissance qu'on peut vraiment obtenir au maximum dans l'avenir, c'est le produit de deux choses, c'est le produit de la productivité, de la compétitivité par l'offre de travail. La compétitivité pour moi c'est quatre choses, c'est la compétitivité fiscale, j'en ai un peu parlé rapidement, mais on va pas s'étendre, s'il y a des questions j'y répondrai volontiers, c'est la compétitivité normative, c'est terrible les normes en France, c'est la compétitivité énergétique, je pense aujourd'hui qu'on a fait n'importe quoi depuis dix ans en matière de politique énergétique. Quand je vois aujourd'hui que l'Allemagne est en train de subventionner le kWh pour l'entreprise, on voit bien qu'on s'est mis dans un chaos. Là aussi j'ai des propositions à faire. On a l'équivalent de 45 réacteurs nucléaires de puissance installée pour les énergies renouvelables. Je suis pour, moi, les énergies renouvelables. Il y en a encore autant dans les tuyaux. Et depuis 10 ans, la croissance, notamment de la demande en électricité, elle est flat. Elle est très plate. Et on en a désormais déjà installé ce qu'il faut pour les prochaines années. Moi, je pense qu'il faut pas arrêter les énergies renouvelables, mais arrêter de les subventionner parce que ces technologies sont devenues matures. Et les Français, les entreprises, payent cher sur leurs factures cette politique -là. Et enfin, une politique de compétitivité, d'innovation. Il nous manque 20 000 ingénieurs par an. Personne ne le dit. 20 000 ingénieurs par an. Il faut qu'on redevienne une grande nation d'ingénieurs, ce que nous avons acquis. Ça, c'est la productivité. Et sur le travail, c'est la quantité de travail. Et c'est le coût du travail. J'ai fait deux propositions que je vais plus détailler dans quelques, dans 15 jours en matière. Alors

Pierre-Henri de Manteau : faites -le un petit teasing de vos propositions. Est -ce que la question, c'était celle -là ? Le

travail, d'abord sur le coût du travail. Moi, je pense que le problème, c'est que le problème, on a un déficit de travail. On a un déficit de trois semaines dans une année et on a un déficit de trois ans dans une vie. C'est pour ça que la réforme des retraites, elle est capitale. Je ne parle pas de retraite, si ce n'est que je suis pour la retraite à 65 ans et un étage de capitalisation. Là aussi, j'aurai l'occasion de le détailler, parce que ce n'est pas le tout de dire capitalisation. Il faut dire comment on le fait sur 10 ans pour construire un, comment dirais -je, non pas un fonds ou des fonds, à peu près de 1 000 milliards d'euros. Simplement deux propositions. Encourager le travail, décourager la cistana. Décourager la cistana, ce n'est pas l'allocation sociale unique qui sera un revenu universel. C'est de mettre toutes les allocations de l'État, des collectivités de la CAF sur un compte social. Vous avez un compte fiscal, un revenu fiscal de référence. L'État suit à l'euro près vos revenus fiscaux. L'État est incapable de dire où vous en êtes en matière d'aide sociale. Moi je fais un compte social, je ne fusionne rien du tout parce que c'est impossible. Et ensuite je pilote, je capte à 70 % les revenus de solidarité par rapport aux revenus du travail pour m'assurer qu'il y ait un écart. Je parlais avec une présidente de département hier qui me disait qu'il y avait une personne, trois enfants, elle touchait 2450 euros à partir d'aide. Décourager la cistana est évidemment ce qu'est en train de remettre en cause le gouvernement, vous le saurez dans quelques jours, la fameuse réforme de l'assurance chômage. Il faut la faire converger sur légibilité et sur l'indemnisation sur les moyennes européennes. Sur le coût du travail, je fais deux choses. Je considère que les cotisations, il y a des cotisations qui tiennent à l'assurance, la retraite etc. Et des cotisations qui tiennent à la solidarité. 34 milliards d'allocations familiales, je suis, vous me connaissez un peu, pour refonder totalement la politique familiale. On est aujourd'hui dans cette année qui depuis la deuxième guerre mondiale verra les décès augmenter et surtout dépasser les naissances. Ça c'est fondamental, ça veut dire que dans deux générations on perd 40 % de population. Donc je fais une politique familiale mais j'enlève des cotisations qui pèsent sur l'entreprise les 34 milliards de cotisations familiales. Et je les finance notamment par un certain nombre d'économies. Première proposition. Deuxième proposition, pour encourager le travail du côté du salarié et du côté de l'employeur, je fais un seuil libérateur. Je sors des 35 heures, 35 heures c'est 1607 heures. Je vais au moins jusqu'à, c'est à dire deux jours

de plus, c'est à dire 1623 heures mais on peut faire 1630, ce sera une négociation. Et je considère qu'en dessous de ce seuil libérateur, 1620, 1630, chacun a payé son dû, il paye les cotisations, l'entreprise, le salarié. Mais au-delà de ce seuil on bascule. Pour l'entreprise et le salarié. Et le salarié travaille pour lui. Zéro cotisation pour le salarié, zéro cotisation pour l'entreprise. Et vous réconciliez enfin la compétitivité d'un côté et le pouvoir d'achat de l'autre côté. C'est mieux que la déviscalisation des heures supplémentaires. Les PME aujourd'hui contingentent les heures supplémentaires et c'est pour ça que sont quatre heures supplémentaires par français qui les pratiquent. Parce que les entreprises, parce que c'est trop cher. Et je pense que par ce moyen-là on retrouve de l'air et on change l'encore de cadre. Merci beaucoup. Vous

Pierre-Henri de Manteau : avez parlé dans votre mini déclaration de politique générale de l'enfer normatif. Ce n'était pas tout à fait le terme que vous avez utilisé. Et j'aurais voulu faire rebondir à dans Nicole là-dessus. Puisque vous dans vos métiers de d'audit et de conseil, vous faites beaucoup de compliance, etc. De suivi normatif. Il y en a beaucoup, surtout dans vos métiers d'audit. Et je voulais savoir un peu vous, quelle était votre réaction par rapport aux différents programmes, aux discours qu'on entend. Parce qu'il y a une espèce de consensus qui se dégage à la classe politique en disant bien sûr, il faut en finir avec la bureaucratie, en particulier à droite. Donc je voulais savoir un petit peu avoir à la fois votre témoignage et les propositions que vous pouviez faire pour interpellier Bruno Rotailoux.

Bien sûr et merci, bonjour à tous et merci pour l'opportunité de parler ce matin. Donc déjà effectivement on parle de la normalisation de côté réglementaire, de toute la complexité administrative pour les entreprises. Effectivement ces dernières semaines, ces derniers mois ont juste montré à quel point on est incapable de prendre des décisions qui vont dans le sens de l'économie, dans le sens du soutien des entreprises, que ce soit des PME, des ETI, des grandes entreprises. Et ce que moi je reproche aujourd'hui à nos politiques, c'est que la seule réponse qu'on apporte, c'est de complexifier. À chaque fois on instaure une modification, une évolution, un allègement de textes ou un allègement de taxes, de cotisations sociales. C'est jamais simplement un allègement. Là vous venez de citer une économie de 34 milliards en supprimant les allocations familiales. Oui mais j'en ai la conviction, c'est même la certitude, quand cela viendra il faudra passer par une dizaine de formulaires, par des contrats spécifiques, par des aménagements de bulletin de paie que personne ne pourra faire. Et en plus, si on parle vrai, trois ans plus tard l'entreprise se prendra un contrôle par les URSAF, par l'administration fiscale. On remettra en cause ce qui a été fait et puis l'entreprise finalement se retrouvera avec une note « je parle vrai, c'est exactement comme ça, c'est exactement comme vous voyez Jeanne ». Alors son

Pierre-Henri de Manteau : métier est quand même confronté à beaucoup de clients entrepreneurs qui sont confrontés à ça. C'est un discours qu'on entend beaucoup effectivement.

Donc nous qui sommes extrêmement exposés à un milieu international, forcément, on a beaucoup d'entreprises qui investissent en France. Il y a un ralentissement certain actuel compte tenu des incertitudes politiques, compte tenu de la situation budgétaire et compte tenu de la complexité, franchement, pour installer une entreprise en France. Et donc ma question c'est, vous avez cité là des économies pour pouvoir justement permettre d'alléger un certain nombre de cotisations, de diminuer le coût du travail. Mais clairement des économies, d'une part on voit bien qu'on est difficilement capable de les mettre en œuvre. Et d'autre part, qu'est-ce que vous proposez concrètement et qu'est-ce que vous proposez en termes de simplification pour mener ces économies

Pierre-Henri de Manteau : ? Voilà, et moi je complète la question. Il y a un projet de loi sur la

simplification qui s'est un peu perdu dans les limbes. Est-ce que vous avez des nouvelles sur ce projet de loi ? Et deux, vous êtes parlementaire depuis un bout de temps. Qu'est-ce que vous répondez quand vous dites effectivement le Parlement est devenu une usine à créer de la complexité, de l'administration, mais aussi le législateur

? Ici au Collège des Bernardins je réponds par l'abstinence textuelle. Alors, vous avez totalement raison. Vous savez, je suis vanillin. Donc moi j'ai grandi. Je saluais Xavier Fontanet il y a quelques instants, qui était un grand directeur du groupe maintenant, qui est devenu mondial. Pour le plaisir, Beneteau à l'époque est devenu de Beneteau -Geno. Mais moi j'ai grandi parmi les chefs d'Andre Brite. Ils sont partis de rien. PME, ETI, vous les connaissez, Sonebo, Fleury -Michon, Beneteau, etc. Donc c'est eux qui m'ont donné une forme de culture économique dont je constate que dans le milieu politique et peut-être aussi chez nos compatriotes, elle est assez faible. Là où vous avez raison c'est que vous faites une demande de crédit d'impôt recherche, j'en voyais un il y a quelques jours, il me dit écoute, à chaque fois que je fais une demande, crédit d'impôt recherche, ça se termine par un contrôle fiscal. On marche sur la tête. Les propositions précises. Il y a deux champs. Il y a le champ européen, personne n'en parle. Je parle même d'échec de l'Europe. C'est que l'Europe, elle a d'abord préféré la réglementation à l'innovation et le consommateur au producteur. On aurait pu parler de masques, etc. Avec Jeanne, c'est un sujet qu'on connaît bien. Au moment du Covid, il fallait absolument implanter, pour avoir une souveraineté sur ces questions -là, des entreprises. Elles ont été implantées et beaucoup ont fait faillite. résistants. Donc sur l'Europe, deux choses. Deux choses. Un, on arrête par exemple CS3D, CSRD. La délégation, il y a 15 jours, petite délégation menée par François Xavier Bellamy a réussi à obtenir un premier déverrouillage. Je le dis parce que personne n'a su. Ils ont passé, je trouve, communiqué. Mais c'est d'abord au niveau européen qu'il faut changer l'Europe. Il ne faut pas cette Europe qui investit sur tous les sujets. Regardez l'intelligence artificielle. J'ai été pendant 10 ans au Parlement le spécialiste du numérique, du digital. On a réglementé l'intelligence artificielle. Je ne dis pas qu'il ne faille pas poser des cartes avant même d'innover. Quand on dit qu'on est devenu une colonie américaine dans le digital, mais on a tout fait pour. Voilà. Donc un, il y a un sujet européen. Deux, il y a un sujet européen et français. C'est qu'il faut, parce que nous on se comporte comme de bons élèves, arrêter de sur-transposer. Et moi je mettrai une règle pour interdire toute sur-transposition. Parce que le problème c'est que l'Europe réglemente et la France sur-réglemente. C'est ce qui est en train d'ailleurs d'écraser l'agriculture en 10 ans. On était la deuxième puissance et notamment sur la balance commerciale, l'exportation, deuxième puissance mondiale derrière les Etats -Unis. On est désormais 5 ou 6e. On était excédentaires et sur le plan alimentaire. Et désormais vous enlevez de la balance des paiements, les vins les spiritueux, vous êtes déficitaires. Première chose de l'Europe. Deuxième chose en France. 1. Vous ne pouvez pas faire du top down. Si vous dites à un gouvernement, à des parlementaires, à des fonctionnaires, faites un choc de simplification, ça se termine par un choc de complexification. Parce que ce petit monde -là n'existe que parce qu'il crée de la norme. L'exécutif, parce qu'il prend des règlements et le parlement, parce qu'il vote des lois. Les lois sont de plus en plus nombreuses et les lois qui avaient quelques articles jadis, très clair, désormais en comportent des dizaines, voire des de moins en moins clair les lois bavardes. Et à partir de ces lois bavardes, les juges surinterprètent et en plus judiciarisent. Je pense que, deuxième proposition, il y a un vrai problème de la pénalisation de la vie économique. Parce que la pénalisation, la judiciarisation, qu'est-ce qui se passe ? Tout ça mène à la bureaucratisation. Parce que évidemment quand un fonctionnaire peut risquer le pénal, toute la chaîne de décision va ouvrir le parapluie. Et la bureaucratisation, il y a une définition très simple, c'est quand le respect de la procédure devient plus importante que l'obtention du résultat. Là vous basculer dans un système quasi soviétique où il faut d'abord appliquer une procédure, des process très normés, plutôt que viser le résultat. Et ça, cette judiciarisation, elle est fondamentale. Personne ne le dit. Et troisièmement, je vais encore plus vous choquer. Clémenceau avait dit un jour, Clémenceau qui m'est cher, il était ministre d'Intérieur et il

est, comme vous le savez, vendé. Il était bouffeur de curé mais il était quelqu'un de très bien par ailleurs et perd la victoire. Clémenceau a dit un jour, vous plantez des fonctionnaires, il poussera des impôts. Moi, je pense que l'homme ou la femme politique qui vient vers vous et qui n'assume pas, puisque on est à plus de 5 millions, 5 agents publics, et croyez-moi, j'ai été président de département de région et j'étais ministre dans un grand ministère régalien. Et je sais la valeur de beaucoup de fonctionnaires. Mais on a fait le choix en France d'une fonction publique nombreuse qu'on a paupérisée. Il faut réduire. Il va y avoir, coup de chance, le bénéfice d'une pyramide des âges et bien orientée. 144 000 fonctionnaires vont partir à la retraite au 31 décembre et on peut économiser, je pense, sur les 10 prochaines années sans aucun problème et notamment dans l'administration administrante, on peut économiser à peu près au moins 200 000 postes et revoir l'efficacité. Quand il y aura moins de contrôleurs, voyez, il y aura beaucoup moins de normes aussi. Et je termine sur un process où il faut que ça vienne. Moi, je dirais dans chaque département, les entrepreneurs autour des CCI, les agriculteurs, les artisans, les associations des maires, les associations tout court, vous faites remonter, vous nous dites les 10 règles les plus absurdes, les 10 règles les plus absurdes. Vous n'êtes pas capable. Ok, bon, on fait rien. Mais c'est à vous par département. Je suis sûr que ça convergerait vers quelques règles et c'est comme ça qu'on arrivera à défricher, à désherber cette forêt normative qui caractérise la France, mais qui est au-delà un esprit de responsabilité parce que la liste des interdits augmente au fur et à mesure que l'irresponsabilité grandit. Parce que la demande de protection, à un moment donné, c'est la demande de nouveaux interdits. Comprenez le bien, c'est quelque chose de fondamental au-delà de ce que je viens de dire des parlementaires ou des fonctionnaires. Merci.

Pierre-Henri de Manteau : Alexandre, de par votre job, votre entreprise vous intéressez, vous êtes plongé au cœur du marché du travail. On a un peu parlé tout à l'heure. Je crois que vous aviez des questions et interrogations à ce sujet.

Oui, effectivement, je vais parler d'un sujet sensible qui est celui de l'immigration. Moi, je vois au quotidien des entreprises qui souffrent de pénuries de talent. Je pense acteurs comme la santé, l'industrie, le domaine de la restauration, la collecte de déchets sont des secteurs qui ne tourneraient pas en pratique aujourd'hui sans avoir recours à une main d'œuvre étrangère. Ma question est simple. C'est quelle est la place qu'on peut laisser ou doit laisser à l'immigration de travail et comment pourrait-on l'encadrer?

Bonne question. Et quand j'étais ministre de l'Intérieur, souvent, j'ai dû répondre à cette question puisque j'avais complexifié dans une circulaire au préfet les règles, notamment de réglementation et surtout de régularisation.

Pierre-Henri de Manteau : Vous voyez que vous êtes capable de complexifier aussi.

Ah non, mais attendez. Mesdames, Messieurs les chefs d'entreprise, vous me dites qu'il y a trop de cotisations. Si vous voulez continuer l'immigration, je le répète, qui aujourd'hui, dans les conditions où elle se fait, n'est pas une chance. Elle est supportée d'ailleurs par les Français les plus modestes qui habitent dans des quartiers où ils n'ont pas les moyens d'avoir une forme de contournement résidentiel au contact avec ce désordre des ordres migratoires et des ordres sécuritaires. Je peux vous donner les statistiques à Marseille, à Nantes, à Lyon, à Bordeaux, à Paris. À chaque fois, c'est plus de 60%. Écoutez-moi bien de la délinquance de voie publique, qui est le fait d'une immigration qu'on ne contrôle plus. Donc moi, je n'ai jamais été pour une immigration zéro. Je pense que accueillir dans des conditions où on ne peut plus correctement les accueillir et les intégrer, et à plus forte raison, les assimiler, parce que les nouveaux venus, pour certains, ne veulent plus s'assimiler. 500 000, l'équivalent de la population de Lyon, c'est criminel parce que ça débouche, encore une

fois. Personne ne le dit, ça. J 'ai étudié de près sur le narcotrafique. C 'est moi qui, il y a deux, trois ans, avait lancé au Sénat, d 'ailleurs, la fameuse commission d 'enquête sur le narcotrafique qui a débouché sur la loi. Mais quand on voit la DZ Mafia, ça veut dire DZ l 'Algérie. Alors moi, je suis à la

Pierre-Henri de Manteau : tête d 'un NEPAD. Comment je fais pour embaucher des gens ? Je réponds

directement. Aujourd 'hui, on a une immigration de peuplement. C 'est ce que je reproche aux accords d 'Algérie de 68. Il faut passer une immigration de travail. Je vous réponds très directement. Moi, j 'ai refusé d 'avoir des règles simples pour justement régulariser. Et j 'ai dit au chef d 'entreprise et j 'ai dit au préfet. Au moment où je vous parle, vous avez 420 000 étrangers immigrés en situation régulière qui sont au chômage. Ils sont venus régulièrement. C 'est à dire qu 'ils ont attendu parfois des mois pour avoir des visas. 420 000. On a de l 'argent, voie tu en voilà, beaucoup trop d 'ailleurs en matière de formation. Ça fait partie des choses sur lesquelles il faudra réduire la voilure. Moi, je dis que je ne veux pas que demain, il soit plus simple d 'avoir une régularisation pour le travail en fraudant nos frontières, la loi française, que lorsque 'on applique la loi française. Donc, je fais, je dis clairement, la priorité est aux étrangers qui sont venus régulièrement sur le sol français et qui sont au chômage. Parce que si on dit, si on envoie au monde entier le signal que venez, il n 'y a pas de problème, vous serez régularisé, on est mort. Et après, vous viendrez nous reprocher qu 'on a un modèle social qui pèse trop. Mais attendez, aujourd 'hui, au moment où je vous parle, l 'aide médicale d 'État, qui concerne pratiquement 500 000 clandestins, aboutit au fait que ces gens qui ne cotisent pas ont des meilleurs taux de remboursement dentaire, etc. Que des Français moyens ou de la classe populaire qui, eux, cotisent. Vous pensez qu 'on pourra supporter ce dialogue là et, en tout cas, ce discours longtemps. Vous savez, je termine là dessus. J 'adorais au mission à l 'intérieur, tous les mois, il y avait une réunion avec mes collègues ministres de l 'Intérieur des conseils européens qui nous réunissaient et autour de la table, il y avait 27 ministres de l 'Intérieur. Il y en avait de droite, il y en avait de gauche. gauche, des sociodémocrates et des conservateurs. De droite et de gauche. Ce qui était incroyable sur l 'immigration, c 'est que de temps en temps je me faisais doubler par ma droite par des sociodémocrates danois par exemple. Cette question -là aujourd 'hui, elle est très consensuelle en Europe. Elle est d 'ailleurs très consensuelle en France. Toutes les études d 'opinion que j 'ai faites sur les propositions un peu choc que je faisais sur l 'immigration, c 'était pour la droite 80 % et désormais très majoritaire. Sur la gauche, y compris dans l 'Etat de M. Mélenchon. Donc je pense qu 'il faut maintenant reprendre les rênes, avoir une immigration de travail. On a l 'immigration la plus concentrée en Europe sur l 'ère arabo -musulmane. Moi mes efforts, j 'ai signé par exemple un accord avec le Vietnam. Je pense qu 'il nous faudrait une immigration d 'origine asiatique pour diversifier nos sources, si j 'ose dire, entre guillemets. Et par ailleurs, on a l 'immigration la moins qualifiée. Et donc elle ne participe pas à la création de richesses en solde nette, mais elle coûte. Et il faut qu 'on revienne. L 'Inde par exemple, quand je disais qu 'il nous manque 20 000 ingénieurs par an, il y a toutes ces voies -là qu 'il faut développer. Mais de grâce, de grâce, si vous pensez un seul instant, d 'ailleurs dans tous les pays européens, c 'est la même chose. Quand les gouvernements ne reprennent pas le contrôle, c 'est les populistes qui les remplacent. Parce que les peuples, et j 'espère que comme moi, vous êtes démocrate, parce que les peuples, en réalité, veulent que nous reprenions le contrôle. Alors, je ne sais

Pierre-Henri de Manteau : pas si Alexandre était convaincu. Peut -être que vous l 'avez complété. On parlait ensemble d 'un cas assez particulier. Vous me disiez que vous ne pouviez pas embaucher de gens qui ont un statut d

'asile d 'un certain. Une situation assez paradoxale qu 'on vit en France. Et j 'ai rejoint effectivement la distinction à faire entre émigration de travail et émigration de peuplement, parce qu 'il y a des

compétences qu'on a aujourd'hui en France, ou pour où c'est assez paradoxal qu'on a aujourd'hui des gens qui sont en France, certains en situation régulière, des demandeurs d'asile, qui ont des compétences qu'on aimerait embaucher, qu'on ne trouve pas par ailleurs, qui aimeraient bosser, qui aimeraient payer des cotisations, à qui on intendait travailler et qu'on paye à ne pas travailler. Et c'est vrai que c'est une situation un peu aberrante, avec des cas, des situations humaines désastreuses, ou même des gens qui sont obligés de faire des passionnés d'identité pour travailler. Ce sont totalement aberrantes aujourd'hui. Il y a une sorte de réglementation datant des années 80, où finalement on a l'image que les émigrés sont là pour piquer le boulot des Français, alors que le travail serait un fantastique facteur d'intégration pour des gens qui ont des compétences, qui veulent travailler, mais également un facteur d'acceptation aussi de la population par des gens qui sont là pour travailler et apporter des cotisations plutôt que pour le système.

Pierre-Henri de Manteau : Sur ce point précis du statut des demandeurs d'asile.

Je suis d'accord pour dire que le travail, c'est bien sûr la voie royale d'une intégration. Attention, un certain nombre de terroristes qui ont tué des Français avaient un travail. Donc il faut qu'on prenne les choses globalement. Et il y a un problème culturel derrière tout ça et d'intégration aujourd'hui. Et c'est pour ça qu'il faut réduire le nombre pour mieux accueillir. Sur la demande d'asile, le problème, c'est que en France comme en Europe, c'est pour ça d'ailleurs que Kersarmer, un travailleur est en train de réduire drastiquement. C'est pour ça que Mertz en Allemagne est en train de réduire drastiquement parce que c'est une voie de contournement illégale. Et le problème, c'est que si vous confiez un travail dès le premier jour où la personne, une fois qu'ils ont le statut de réfugié, il n'y a aucun problème. Ils peuvent d'ailleurs. Mais avant d'obtenir ce statut, si vous leur confiez un travail, ils vont arriver là et vous allez ouvrir une fois de plus un appel d'air. Donc moi, je pense qu'il faut travailler d'une autre façon. Il faut réduire. C'est ce qu'on est en train de le travail que j'avais commencé à faire avec les Européens. Il faut qu'on ait une liste de pays sûrs et ce sera d'ailleurs le cas de l'application du paquet européen sur asile et immigration où on retiendra aux frontières ceux qui veulent demander l'asile et on aura une liste de pays sûrs. Et on sait parfaitement que quand vous avez moins de 20 % de chances d'obtenir le statut de réfugié, on traite en accéléré et c'est terminé. Et là, on résoudra le problème pour accélérer et faire en sorte que là vraiment les vrais réfugiés puissent avoir un boulot. Ça, ça posera aucun problème. Mais là aussi, j'attire votre attention que c'est une question européenne parce qu'on a des frontières externes et dans l'application du pacte à partir du mois de juillet prochain, on a prévu ces zones un peu de rétention où on va accélérer les procédures et où on dira à des personnes qui ont très peu de chance d'avoir le statut parce que les pays sont sûrs. Il ne faut pas dévoyer la procédure de l'asile. Quand le pays est sûr, ça ne sert à rien de demander l'asile. Vous vous retournez dans votre pays d'origine. Alors,

Pierre-Henri de Manteau : autre grand défi de notre de notre économie, c'est la grande transmission. On appelle ça maintenant. Il y a un chiffre qui circule. C'est les 9000 milliards de transmission de patrimoine, en particulier de patrimoine professionnel. Jeanne, vous êtes à la tête d'une ETI familiale. Il y a un dispositif qui s'appelle le pacte du Trail. Je crois on en a beaucoup parlé ces derniers temps et j'imagine que vous êtes pour le pacte du Trail. Et peut-être vous nous expliquez ce qu'attendent des entreprises comme la vôtre du la tambouille qu'on décrivait tout à l'heure. Est-ce que vous avez des craintes à ce sujet? Des questions à poser? Nous, on retaille.

Je pense qu'aujourd'hui, les chefs d'entreprise de ETI familiale en effet ont de grosses craintes parce que la tambouille, elle a non seulement été à l'Assemblée nationale, mais au Sénat avec un amendement défendu par l'Union centriste pour réduire l'assiette de l'exonération au sol bien nécessaire à l'activité professionnelle. Donc, couilles de la trésorerie. La trésorerie, elle est nécessaire à l'investissement, mais pas que. Elle est nécessaire aussi au paiement parce que les

gens pensent que ce pacte du trait, c'est cadeau. Non, ce n'est pas cadeau. Les entreprises payent la transmission via des résultats positifs et il faut entre 6 à 10 ans pour constituer en trésorerie ce qui est nécessaire pour la génération. Je suis première génération créatrice. Mon fils, justement, a payé une soule à sa soeur parce que j'ai deux enfants et dans ce cadre là de pacte du trait que j'ai fait, signé avec nos enfants. Dans ce fait là, bien aujourd'hui, si justement est appliqué, alors dites ça va être nettoyé. Le Sénat n'a pas nettoyé. Bon, on va voir ce qui va se passer à la CMP. Mais qu'est ce que vous allez faire vous pour sanctuariser le pacte du trait, permettre qu'en effet la pérennisation des entreprises parce que sinon, si ça n'existe pas, on a réussi grâce au pacte du trait à passer de 4800 ETI à 6800 il y a quelques années. On est toujours en train de grossir en PME de croissance et en ETI. Et ça, c'est ce qui fait vivre nos territoires. C'est l'écosystème local. Donc tout cela irrigue en emploi, en création de valeur, en emploi direct et indirect. Qu'est ce que vous ferez pour sanctuariser et même voir améliorer ce pacte du trait afin de ne pas fragiliser l'économie? Parce que c'est tout un secteur, tout un pan d'économie qu'on fragiliserait si on ne peut pas en effet pérenniser la transmission.

Je vous réponds en trois temps sur le pacte du trait d'abord, qui n'est pas un privilège. Sans le pacte du trait, moi, mon écosystème dans le Ouest, j'avais fait à la demande de François Fillon, Premier ministre à l'époque, un rapport important, je pense, sur les ETI. Les ETI, c'est le maillon faible de la chaîne française. On a énormément de PME, quelques millions, de millions cinq ou six, on a des grands groupes et au milieu, il nous manque, y compris aujourd'hui, on a moins de 7000 ETI par rapport à l'Italie, par rapport à l'Allemagne, par rapport à la Grande-Bretagne. C'est le maillon faible. Et si nous n'avons pas de pacte du trait, c'est très clair, nos entreprises devraient vendre et notamment vendraient à des fonds de pension comme on n'a pas de retraite, pas de capillarité qui serait d'abord étranger. Notamment sa première chose. Deuxième chose, je veux revenir un instant parce que je pense que quand on doit réagir à l'actualité, on doit décrypter, on doit la déchiffrer. L'acharnement que certains ont mis, parfois, ça a été à droite ou au centre. Vous avez raison, on va nettoyer, je vous dis. L'acharnement,

Pierre-Henri de Manteau : on va nettoyer. L'acharnement.

Non, non, mais on est dans une situation. Je vais essayer de parler pour l'avenir. Mais deuxièmement, la question de la transmission, parce qu'on a bien vu, vous avez vu la dernière création des socialistes qui est de faire un emprunt non rémunéré. L'idée, c'est que transmettre, c'est pas bien. Moi, ce qui caractérise ma droite, c'est l'idée de la transmission entre les générations. Parce que si on veut un cadre commun, si on veut faire encore nation demain, il y a un lien invisible entre ceux d'aujourd'hui et ceux d'hier et ceux de demain. La transmission, c'est ce qui caractérise l'humain par rapport à l'animal. L'animal ne transmet pas. Et cette idée même de transmission est fondamentale. Tous les déconstructeurs depuis 1968 ont cherché justement à briser le pilier de la transmission. Ça, c'est révolutionnaire, d'ailleurs, puisque la taboula rasa, la table rase, c'est une idée révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui en France, qui a toujours une fascination pour ces idées-là, vous avez vu se déchaîner les uns et les autres, parfois un peu plus moins loin que la gauche, comme vous le disiez, sur la transmission. Troisième chose, nous avons déjà fait quelque chose. Quand j'étais président de groupe, nous avons voté une proposition de loi avec Claude Nougine, où on réduisait à quasi néant les droits de succession en contrepartie d'un petit allongement de la durée de détention. Franchement, je pense que vous pouvez comprendre que l'idée, c'est... On a un problème constitutionnel, c'est difficile d'arriver à zéro. Mais je pense qu'on peut réduire bien en dessous de 25 % les droits de succession à la contrepartie d'un capitalisme patient, lent. Il y a trois capitalismes dans le monde. Il y a le capitalisme d'État chinois, russe, bon, très bien. Capitalisme plutôt financier anglo-saxon, où on voit bien le turnover des capitaux. Et il y a un capitalisme entrepreneurial et aussi parfois patrimonial et familial. Moi, dans mon projet, je veux

impérativement aider celui -là. Et il y a d 'autres idées que je présenterai, mais qui seraient au -delà du pacte, pour qu 'on puisse créer une sorte de capitalisme populaire, pour que, voilà, un grand -père qui a eu des actions, ça ne se fait plus les actions UDF maintenant, puisse donner à ses enfants sans droit. En

Pierre-Henri de Manteau : l 'occurrence, ce n 'était pas une bonne affaire. On est d

'accord. Et pourquoi ? Et par rapport à la politique énergétique scandaleuse qui s 'est déployée depuis 15 ans en France. Il y avait eu un pacte entre les écologistes à l 'époque, Mme Duflo et François Hollande, un pacte politique pour sacrifier le nucléaire sur l 'autel des intérêts. Il est documenté, ce pacte politique. Donc, on a mis en l 'air, pour une période donnée, heureusement, on est en train de se relever, le nucléaire français qui a pris un peu de retard.

Pierre-Henri de Manteau : Alors, on va revenir à la politique aérienne, à la tambouille. Je voulais avoir le témoignage, là, dans Nicole, vous êtes en contact, quand même, avec beaucoup, beaucoup de chefs d 'entreprise, de par votre métier. Vous êtes aussi dans un groupe multinational. Donc, vous êtes présent dans à peu près tous les pays du monde. J 'imagine, grande torte. Je voulais savoir quelle était la facture pour l 'instant de tout ça, de ce chaos politique qu 'on observe depuis depuis quelques semaines, quelques mois maintenant. Et quand on entend le président Retailleau qui dit il n 'y aura pas de budget, est -ce que c 'est quand même, il ne restera rien du budget plutôt. Est -ce que c 'est quand même pas un poil inquiétant? Je vais y répondre. Puis, vous avez droit, bien sûr, à une question aussi. Mais ça m 'intéresserait.

J 'écoute attentivement et j 'ai deux observations sur lesquelles je veux revenir. Mais je vais d 'abord répondre. Il est clair qu 'aujourd 'hui, ce qui est en train de se passer, on va le payer sur plusieurs années. Nous, concrètement, dans les projets que nous accompagnons, au cours de ces dernières semaines, on n 'a jamais vu autant de projets abandonnés factuellement, des choses sur lesquelles nous nous sommes investis auprès de nos clients, auprès de nos partenaires. Et puis qui finalement, dans cette instabilité, disent mais nous, la France, le fait de ne pas avoir de budget, OK, s 'il n 'y a pas de budget, parce que nous n 'arrivons pas à un accord, nous n 'arrivons pas à mettre en place les choses, on peut considérer que début 2026, les choses vont changer, vont évoluer et en arriver à un consensus. Mais le mal est déjà fait. Au cours de ces dernières semaines, le nombre de projets où finalement, quand vous avez un groupe international, un groupe international investi là où il y a des infrastructures, là où il y a une stabilité, là où il y a une main d 'oeuvre qualifiée, justement, on a parlé de la formation, là où il y a une sécurité. L 'ensemble de ces facteurs, finalement, c 'est une grille d 'analyse. L 'entreprise regarde et elle dit, finalement, il y a la France, mais j 'ai aussi l 'Allemagne, j 'ai l 'Italie, j 'ai la Pologne, j 'ai d 'autres pays qui peuvent être même en dehors de l 'Europe. Et donc, clairement, une fois que le projet d 'investissement est réorienté ailleurs, c 'est perdu, c 'est terminé. Un projet d 'investissement dans une entreprise, c 'est minimum 7 à 15 ans justement, le temps d 'investir, implanter, faire travailler, avoir un retour sans investissement. Donc ça, ces choses là, c 'est déjà en train de se réaliser, c 'est déjà fait et on va le payer pendant des années. Donc en fait, tout ce qui est en train de se passer, on va le payer cher. Maintenant, deux observations, ce que je vous écoute très intensivement et je reste sur les économies. J 'ai retenu qu 'on allait faire la majorité des économies en faisant, en diminuant le nombre de fonctionnaires. Je l 'entends d 'un point de vue personnel, je suis d 'accord. Mais également, à quel moment est -ce qu 'on parle de changements plus substantiels et d 'une certaine modernisation? Parce qu 'on est quand même à une époque où... Non mais je n 'ai pas

répondu sur l 'économie en général, je répondais sur les normes. Oui, mais j 'ai donné l 'exemple de la fonction publique parce qu 'il me semble que plus il y a de personnes qui créent de la norme et

plus il y a de la norme, c'est tout. Je n'ai pas répondu à la question globale des économies. Alors que ma

question c'était l'économie, parce qu'il faut quand même le financer. Donc ça, j'aimerais en entendre plus, et surtout dans un contexte où justement, si on revient sur les entreprises, vous avez mentionné l'intelligence artificielle, il y a des sujets de technologie. Aujourd'hui, on est dans une vraie, ce qu'on peut avouer, une rupture technologique avec des investissements qui sont forts. Et vous avez évoqué des vrais sujets de souveraineté en Europe, en France. Mais à quel moment est-ce que l'État français va justement bénéficier, mettre en œuvre, changer, et justement changer technologiquement sa façon de fonctionner ? Ça, une observation. Et l'autre, puis je m'arrête, mais ce qui est lié sur la formation. J'ai entendu rapidement, vous avez dit, il y avait peut-être trop de budget de formation. Peut-être. Continuer. Peut-être. Il ne serait pas à moi de me prononcer sur le montant. Par contre, sur l'orientation de ce montant, parce qu'on a quand même des secteurs d'activité où on est en manque de main-d'œuvre qualifiée et des personnes qui se trouvent dans une situation pérenne de chômage, de difficulté d'insertion, mais parce qu'on a toujours un dispositif qui est très mal aligné avec des besoins d'entreprise. Et je pense que, avant de parler de montant, il faut parler de comment.

Pierre-Henri de Manteau : Alors, il y a deux, on va retenir vos deux observations. La formation 1 sur comment on allie réduction des dépenses et investissements dans les secteurs d'avenir. Et la formation, je vous propose de commencer par le premier sujet assez rapidement. Il nous reste dix minutes et je voudrais qu'on consacre une deuxième partie peut-être avec un autre témoignage, celui d'Alexandre, sur la formation et la jeunesse. Alors, sur le... L'Institut Montaigne a fait hier une note que vous avez dû voir où il propose 140 milliards de réduction de dépenses. On est au-delà de ce qu'il y avait d'ici 2029 quand même. Avec ce qu'ils appellent le Trillem, il faut réduire la dépense publique. Il faut investir massivement dans la défense et les secteurs d'avenir. Et il faut essayer de sauver ce qu'on peut sauver de notre système de protection sociale. Alors, comment vous... Sur la deuxième partie, les investissements d'avenir, comment on fait ? Alors, rapidement. Je suis désolé. Là, je vais vous... C'est minuté comme au Parlement.

Je vais être rapide. Les économies concernent l'État et concernent le système social. Sur l'État, sur près de 600 milliards de dépenses par an, il y en a un peu plus de 300 milliards qui sont pilotables. Pourquoi ? Parce que vous avez les pensions et vous avez la charge d'intérêt qui va atteindre dans deux ans 100 milliards. Donc ça, vous ne le pilotez pas. Vous ne pouvez piloter que 300 milliards. Et sur l'État, ce que je propose, très rapidement, j'ai parlé de la fonction publique. J'ai parlé du périmètre de l'État. Je pense que quand j'étais prison de région, j'étais responsable notamment du transport scolaire, des collégiens des lycées. Les CAR, ce n'était pas des CAR de la région. C'était des entreprises privées. Il faut, par exemple, que pour la gestion de son patrimoine, l'État gère très mal son patrimoine. Donc il faut délester l'État pour que l'État se recentre. Il faut changer la fonction publique. Pour moi, le statut, ça doit être le régalien. Et sinon, c'est le contrat pour que ce soit mobile. Et en plus, l'IA est en train de changer ces différentes professions. Vous avez raison. Moi, je me suis battu au ministère de l'Intérieur pour que les policiers et les gendarmes qui passent trop de temps, vous les voyez, pour prendre une déposition en appuyant sur la machine avec deux index pour qu'il y ait des logiciels. Ça va être en train de déployer qui permet de capter l'oralité et de la traduire. Et en plus, on n'a pas besoin de payer très très cher pour des dialectes qui sont très minoritaires. Il vaut mieux que ces gens-là parlent dans leur langue originelle, dans leur langue maternelle. Et donc l'IA va bouleverser les choses. Ensuite, l'alignement du temps de travail de la fonction publique sur le privé. Par exemple, dans les universités, ça nous coûte 350 millions d'euros. Pourquoi ? Pourquoi l'absentéisme ? Pourquoi il y a trois jours de plus absentéisme dans le public que dans le privé ? Parce qu'il n'y a pas l'alignement des jours de carence. On

Pierre-Henri de Manteau : égage combien alors avec tout ça pour investir ?

Attendez, attendez. Vous me demandez de parler en quelques minutes et en même temps, je conclurai sur les chiffres. Donc il y a d 'abord l 'État et ensuite il y a le système social. Sur le système social, il faut d 'abord responsabiliser. Ça veut dire quoi, responsabiliser ? Sur la retraite, il faut, on n 'y coupera pas, allonger un peu et la capitalisation. Sur la dépendance, il faut 10 milliards par an. Ce que je propose, c 'est un régime obligatoire, solidaire, assurantiel, piloté par le privé avec un cadre qui soit défini par le public. En gros, à 12 euros par mois, dès qu 'on commence à travailler, on aura cette assurance. Ça, c 'est pour la vieillesse. Parce que là -dessus, c 'est 3 milliards, la vieillesse, le choc de vieillissement de la population. C 'est 3 milliards en santé et en dépendance, tous les ans. Donc, ce n 'est pas là -dessus qu 'on peut réduire, mais on peut avoir d 'autres systèmes. Par ailleurs, sur le chômage, oui, je viens de le dire, il faut converger. Ça rapportera 4 à 5 milliards d 'euros. Converger sur les règles européennes d 'éligibilité et d 'indemnisation. Sur la santé, on a le reste à charge le plus faible de toute l 'Europe, à peu près 6 millions d 'euros. Je pense qu 'il faudra, là aussi, faire en sorte qu 'on ait un certain nombre, notamment, de franchises sur les consultations pour responsabiliser les gens. Et moi, j 'ai vu la note de Montaigne, c 'est 140. Il faut en réalité 120. Mais comme la dépense évolue de 6 milliards tous les ans, il faut aussi, tous les ans, contraindre cette dérive naturelle, spontanée de la dépense de 6 milliards. On arrive à faire, là -dessus, à peu près 120 milliards sur 5 ans. J 'ajoute, j 'ai pas eu le temps de le dire,

Pierre-Henri de Manteau : mais par exemple sur

l 'énergie, on gagne dans une première année, si on arrête de subventionner les énergies renouvelables, en plus on importe de Chine les panneaux solaires, etc., on continue à en installer, mais on ne les finance plus, on ne les subventionne plus. C 'est 1 milliard la première année et c 'est très vite, au bout de 5 ans, pratiquement 10 milliards. Et on met le paquet, bien sûr, sur le nucléaire, on allonge comme on fait les Américains, on a une technologie Westinghouse, l 'américaine de gauche, si j 'ai pas trompé, et on allonge à 60 ans, etc., et on fait un certain nombre, et on ne duplique pas les réseaux. Parce que, évidemment, plus vous avez de park offshore, plus il faut installer les réseaux qui vont conduire les ions, l 'électricité produite, alors que quand on rajoute des réacteurs nucléaires dans les sites qui sont actuellement existants, il n 'y a pas besoin de faire des réseaux. Voilà, donc il faut, bien sûr, des énergies renouvelables, je suis pour un mix, voilà. Simplement, dites -vous bien qu 'on a l 'électricité la plus décarbonée au monde.

Pierre-Henri de Manteau : Je suis désolé, je vais vous interrompre. Et alors, sur le sujet de la formation ? Oui, alors, c 'est sur ce sujet -là, je voulais qu 'Alexandre aussi fasse son observation. Attendez, j 'ai pas

répondu sur la formation.

Pierre-Henri de Manteau : Justement, sur ce sujet -là, on a tous été un peu interloqués par la petite phrase que vous avez lancée en disant qu 'on dépense trop pour la formation. Alors, je voulais juste avoir le petit témoignage d 'Alexandre, et puis on termine sur la formation et la jeunesse, parce que c 'est quand même la chose la plus importante, il me semble.

Oui, sur la formation, effectivement, moi je vois tous les jours l 'inédéquation entre la formation de nos jeunes et les besoins des entreprises. Et il y a un truc qui était pas mal, qui était mis en place, qui est l 'alternance. Par contre, on fait bosser les jeunes entreprises. Alors, ça coûte cher, il y a plein de choses à améliorer. C 'est quand je vois aujourd 'hui finalement qu 'on cherche à gratter sur l 'alternance pour protéger les retraites de nos vieux et même les abattements fiscaux pour nos vieux. Est -ce qu 'on n 'est pas en train de sacrifier nos jeunes au profit de nos vieux parce que eux, ils

Pierre-Henri de Manteau : ? Au moins, ça c'est interpellant. Vous avez trois minutes.

C'est la raison pour laquelle je me suis opposé à la suspension des retraites. C'est un scandale. C'est un scandale puisqu'on reporte le fardeau sur les jeunes générations. De ce point de vue -là, vous avez raison. Je n'ai pas parlé de la formation en général. Il y a l'école. Ça va mal l'école. Si, plutôt que vous, il y avait des élèves de sixième, si je posais une question, combien y a-t-il de quart d'heure en trois quart d'heure ? La moitié de la salle me donnerait la bonne réponse. Pourquoi est-ce que, en français, en maths, au classement PISA, on est parmi les derniers ? Pourquoi est-ce que, en France, le résultat de nos élèves est le plus corrélé à la situation professionnelle et au revenu des parents ? Et on ose parler de l'école républicaine ? Il faudra, j'ai quelques idées, je ne veux pas trop, mais réformer par le bas le système avec beaucoup plus d'autonomie, en confiant notamment aux régions, les lycées professionnels, la décentralisation. Sur l'alternance, moi, j'avais mis le paquet quand j'étais prison de région et on était la première région sur l'apprentissage. Je pense, en réalité, que les progrès de l'apprentissage ont concerné notamment les niveaux les plus élevés. Moi, je pense qu'il faut, parce que les amis, on n'a plus de sous. Donc, si on veut encourager l'alternance, on le fait du CAP, BEP jusqu'au bac pro. On concentre là-dessus parce que un élève de SCP, c'est génial qu'il soit alternant, mais on sait qu'il trouvera du boulot. Troisième chose, c'est les formations continues professionnelles. Moi, j'étais scandalisé et j'avais vu, quand encore une fois j'étais prison de région, que les formations les plus longues, au moins de 1000 heures, étaient celles qui inséraient le moins. Et les formations les plus courtes, celles qui avaient le plus grand taux d'insertion. Ce que moi, j'avais fait, ce que je propose, c'est qu'il y ait un engagement et que l'État ou les régions déboursent. D'abord, je donnerai toute la formation, les fonds, les crédits aux régions et non plus à l'État, parce que je fais un coup d'accordéon sur l'État et je dis aux entrepreneurs, « Ok, vous allez me sélectionner des profils », parce qu'on le sait bien, ce qui est important. C'est la jeune femme, le jeune homme, quel que soit le âge d'ailleurs, peu importe, qui ont envie de travailler. Vous allez sélectionner sur un comportement et ensuite on apporte des compétences. Ok, on va payer l'apport de compétences, la qualification, mais vous vous engagez à le prendre. Parce que vous l'avez d'abord recruté sur des critères humains et là c'est efficace et on fait une formation courte de plus de 400 heures. Et enfin, il y a beaucoup qu'à gagner sur le compte de formation professionnel. C'est ridicule de financer des cours d'italien quand la personne n'a rien à faire. Il faut recentrer le compte de formation professionnel sur le besoin de qualification professionnelle. L'épanouissement personnel c'est très bien, mais ce n'est pas l'objet du compte de formation professionnelle.

Pierre-Henri de Manteau : Je vous remercie Bruno Rottailleau, merci à tous les trois. On aurait pu en parler toute la matinée parce qu'on a balayé beaucoup de choses. En tout cas, merci infiniment de vous être... Attention à vous, hop ! Merci infiniment de vous être prêtés à l'exercice.